

Quel rapport à l'Europe suite au référendum britannique ?

Compte-rendu de la conférence du 28 novembre 2016
Au Conseil Economique, Social et Environnemental, à Paris

Introduction

Jean-Marie CAMBACÉRÈS, président de la section Affaires européennes et internationales du CESE

Marcel GRIGNARD, président de Confrontations Europe

Introduction de **Jean-Marie CAMBACÉRÈS, Président de la section Affaires européennes et internationales du CESE**

La mondialisation a mauvaise presse. Elle a pourtant sorti des millions d'hommes de la pauvreté. Mais elle a entraîné un accroissement des inégalités aux Etats-Unis et en Europe.

Il existe différentes manifestations de rejet du projet européen, à travers notamment les manifestations contre l'accord commercial entre les Etats-Unis et l'Europe (le TAFTA), les soubresauts liés à l'accord entre le Canada et l'Europe (le CETA), le vote en faveur du Brexit, la montée des populismes, l'élection de Donald Trump (lui-même souhaite se retirer du traité transatlantique). L'Europe aurait pu être perçue comme une protection, mais l'idéologie libérale de l'époque, l'absence de frontières, les discussions avec la Turquie, et le défaussement des politiques nationaux, ont peu à peu dressé les peuples contre elle.

Les défis actuels peuvent être l'occasion pour l'Europe de rebondir ou disparaître. L'Europe doit montrer qu'après la paix et le commerce, elle doit être construite par et pour les peuples (sécurité, emploi, protection sociale, éducation, culture).

L'Europe doit relever différents défis : les citoyens doivent retrouver une certaine confiance dans les institutions européennes, qui leur paraissent complexes. Il faudrait un nouveau leadership et plus de transparence. Dans le domaine de l'industrie, l'Europe peut se renforcer. La taille du marché européen est suffisante pour développer des grands champions européens. 450 millions de consommateurs solvables. Il existe déjà des champions de la grande distribution, de l'aéronautique, de l'assurance. Mais la Commission européenne doit se soucier de la concurrence déloyale et des aides américaines, de la Chine ou des Pays du Golfe (pour les transports). Nous avons besoin d'une politique européenne du numérique. Les acteurs européens sont bridés par une Europe qui les empêche de se consolider à cause des règles de concurrence. Ces règles sont pensées pour faire baisser les taux des abonnements Internet, télé, câble, pour protéger les consommateurs, alors qu'une convergence entre eux est nécessaire pour rivaliser avec les Etats-Unis. Le défi de l'élaboration d'une véritable politique énergétique commune demeure. La consommation d'électricité va augmenter considérablement et les émissions de CO2 doivent baisser de 50% d'ici 2040. D'où l'impératif de progresser vers un mix énergétique décarboné diversifié. Le développement du réseau électrique représente aussi un véritable enjeu. Favoriser l'innovation, le développement des PME et des startups est un autre axe. Ces dernières rencontrent des difficultés d'accès aux financements (mais il y a eu des progrès avec l'évolution de la BEI chargée d'appliquer le Plan Juncker). Le manque d'harmonisation des normes nationales freine l'installation des start-ups dans un pays voisin. La mise en place d'un brevet

européen, au lieu de 27/28 brevets, est une étape importante. Lutter d'égal à égal avec les Etats-Unis est un enjeu qui se trouve confronté au problème de la lutte contre l'extraterritorialité et l'extension du droit américain.

Que voulons-nous faire ensemble ? Comment réenchanter l'Europe ? Quelques pistes peuvent être esquissées : en réaffirmant les valeurs européennes : droit, libertés, égalités homme-femme, protection sociale. L'Europe représente le seul espace au monde de cette taille avec ces avantages. En établissant une instruction civique européenne ; en privilégiant des avancées sociales comme le socle social européen ; en renforçant la sécurité commune, en construisant une défense commune et une protection des frontières contre l'immigration sauvage et le terrorisme. Afin de favoriser l'économie, l'industrie et l'emploi, nous avons besoin d'une meilleure gouvernance de la zone euro, d'une harmonisation des bases fiscales, de grands investissements, accroître le Pan Juncker, développer une politique spatiale. En agissant sur le plan culturel et de l'éducation, l'UE devrait démocratiser le programme Erasmus + pour les lycéens et apprentis. Afin de faire vivre la démocratie, nous devrions lancer une réflexion sur le rôle de la société civile (pas uniquement par le Conseil Economique et Social Européen, mais aussi par les Conseils Economiques et Sociaux nationaux ou assimilés), ainsi qu'une très grande consultation citoyenne avec des associations-clés comme Confrontations Europe.

Ces différents axes de propositions pourraient contribuer à l'émergence progressive d'une conscience européenne. Des réformes symboliques importent aussi : l'élection du président au suffrage universel, l'organisation des élections au Parlement européen le même jour.

Introduction de Marcel GRIGNARD, président de CONFRONTATIONS EUROPE

Nous sommes à un moment particulier de notre histoire où jamais les interdépendances entre les hommes et les femmes sur cette planète n'ont été aussi importantes. Plus que jamais l'Europe est nécessaire pour que nous abordions ensemble les défis qui sont devant nous.

Et c'est à ce moment-là que nous assistons au repli un peu partout en Europe. Que celle-ci est confrontée à une crise économique et sociale marquée par une faible croissance, un niveau de chômage élevé, une progression des inégalités. A ce moment aussi qu'elle est confrontée à une crise de la démocratie représentative marquée par la distance grandissante entre les citoyens et les institutions agissant en leur nom, que la méfiance entre les Etats membres conduit à l'inaction. L'Europe doute d'elle-même.

Nous sommes face à un besoin de rénovation du projet européen. Nous ne nous en sortirons pas par de simples ajustements. Pour redonner sens au projet européen, il faut que nous décidions de ce que nous voulons faire ensemble. Comment voulons nous aborder les questions de sécurité, gérer la question des migrants, comment envisageons-nous le développement de nos territoires ? Que voulons-nous faire ensemble dans le respect de nos cultures mais avec la volonté de dépasser nos différences pour faire émerger une identité européenne ? Comment voulons-nous traduire dans les faits nos valeurs de solidarité, assumer ensemble les risques du futur ?

C'est à ces questions que nous devons répondre. La décision de nos amis britanniques de quitter l'Union nous y oblige, il faut pouvoir dire ce que nous voulons.

Nos débats de cet après-midi se situent dans cet objectif en ayant d'abord la volonté de poser clairement les diagnostics et nous sommes très heureux d'accueillir pour notre premier débat Nick Butler, professeur du King's College de Londres et Philippe Herzog, président fondateur de Confrontations Europe.

ALLOCUTION

Avec **Nick BUTLER**, professeur du King's College de Londres

en dialogue avec **Philippe HERZOG**, président fondateur de Confrontations Europe

Philippe HERZOG, président fondateur de Confrontations Europe

Nick Butler et moi, nous nous connaissons depuis longtemps. Faisant campagne pour le « remain » en Grande-Bretagne, et projetant de créer un réseau de dialogue autour du King's College, il m'a rencontré une douzaine de fois. D'abord avec beaucoup d'espérance, puis une sérieuse désillusion, mais nos convictions et notre envie de poursuivre le dialogue et le projet sont intactes.

Les temps changent. L'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, les changements de la géopolitique, la guerre au Moyen-Orient et tant d'autres mutations montrent qu'il devient nécessaire de redéfinir ce que nous voulons pour l'Europe, pour le Royaume-Uni, pour la France.

Comme vient de le rappeler Marcel Grignard, les nations sont de retour, y compris en Europe où nous sommes très divisés. Le Brexit est un énorme choc symbolique d'abord, rétrécissement de l'Union ensuite. Cela étant, avant le référendum, les Anglais n'étaient pas pleinement dans l'Union ! Une fois le processus du Brexit enclenché, ils voudront garder au moins un pied dans l'Union. Nous devons réfléchir à de nouvelles relations, à court terme en négociant le Brexit, mais aussi à long terme, en nous préparant dès maintenant à viser un intérêt mutuel.

Ma première question est la suivante : quelles valeurs partageons-nous encore ? Le Brexit ne peut pas être réduit à une sortie du Royaume-Uni hors de l'Union. Nous sommes tous Européens. Nick Butler, vous étiez et vous êtes toujours engagé, comme nombre de nos amis anglais, à participer à construire l'Europe. Il peut être très instructif que vous partagiez avec nous le point de vue du peuple britannique : se sent-il encore concerné par l'histoire du projet européen ? Partageons-nous encore des intérêts communs, dans des domaines comme la sécurité, l'économie, voire dans le domaine social ? Les Britanniques ont-ils le souci de redéfinir la place du Royaume-Uni dans le monde après le Brexit ?

Nick BUTLER, professeur du King's College de Londres

Merci beaucoup, c'est un plaisir d'être ici. C'est toujours un plaisir pour un Anglais de venir en Europe. Tout d'abord je tiens à m'excuser de ne pas parler en français devant vous, et à excuser M. Gordon Brown, ancien Premier ministre avec qui j'ai travaillé, qui devait être présent à ma place et qui me charge de vous communiquer tout son intérêt pour le débat qui a lieu aujourd'hui.

Le cœur de la question réside dans la définition de ce que nous, Anglais et Européens, partageons. Je vais y répondre en deux parties, parce que je pense que nous partageons essentiellement deux choses : des problèmes, et des valeurs.

Les problèmes que nous partageons sont considérables. Le contexte de mondialisation – et les « perdants » qui résultent de cette mondialisation –, le besoin d'une nouvelle base de compétitivité pour notre économie, la montée du chômage, du terrorisme et de l'insécurité... les défis auxquels nous faisons face sont nombreux, et aucun pays – Grande-Bretagne, France, ou autre pays européen – ne pourra les résoudre unilatéralement. Le King's College de Londres et l'Institut Montaigne ont engagé

une réflexion commune sur les possibilités de poursuivre des coopérations entre le Royaume-Uni et l'UE dans les domaines de la défense et de la sécurité.

Face aux risques de migrations de masse, je ne pense pas que la solution soit de parquer les réfugiés dans des camps en Turquie. Et le problème est loin d'être résolu, étant donné le contexte d'insécurité en Afrique du Nord, notamment en Algérie, mais aussi en Libye et au Maroc. D'autres défis, comme le changement climatique, l'élection présidentielle aux Etats-Unis qui remet en question la relation spéciale que nous avons construite avec eux, les aspirations de la Russie, l'Europe déséquilibrée et dominée par l'Allemagne – et qui le sera encore plus après le Brexit si nous n'y faisons pas attention – resteront selon moi inchangés après le Brexit. Ils seront toujours présents, certains d'entre eux pourraient s'aggraver. Et je le répète, aucun Etat ne pourra, seul, y faire face.

J'ose espérer que nous partageons toujours des valeurs centrales avec la plupart des Etats membres de l'Union. La première d'entre elles est la croyance en l'Etat de droit, qui a permis à l'Europe d'être en paix et relativement prospère ces soixante dernières années. La croyance dans le contrat social, c'est-à-dire une relation entre ceux qui possèdent, et ceux qui possèdent moins, en société. Un sens de responsabilité partagée, et une croyance en la liberté – liberté de parole, liberté de mouvement, liberté d'expression. Pour finir, la foi en l'internationalisme, à savoir que rien ne peut être brimé par une frontière nationale, que les problèmes majeurs dépassent les frontières nationales et qu'ils doivent être résolus par une action collective.

Ma réponse à cette première question est longue, parce que je crois que l'agenda des questions sur lesquelles nous devons coopérer est grand, et parce que j'espère que nous continuerons à agir collectivement, même si c'est d'une façon différente. Pour être franc, je crois que les Anglais ont à tort ou à raison pensé que le projet européen ne fonctionnait pas. La Grande-Bretagne est un pays pragmatique, qui ne porte pas de grande vision d'une Union toujours plus proche, d'une vision de l'Europe idéalisée comme elle peut exister sur le continent. Pour la plupart des Anglais, l'Europe est vue comme une relation de transaction, pragmatique, d'où leur conclusion d'échec.

J'espère qu'au-delà des problèmes auxquels nous faisons actuellement face – le Brexit, les négociations, etc. – nous serons capable de nous entendre afin d'améliorer le fonctionnement de l'Europe, et de rendre nos relations plus honnêtes.

Philippe HERZOG

L'Union européenne fonctionne mal parce qu'elle ne repose pratiquement que sur des règles ; alors que dans un monde de recomposition des jeux de pouvoirs, où les Etats-Unis revoient leurs priorités et où la Chine monte en puissance, elle devrait devenir une puissance publique commune œuvrant pour la paix et le partage des défis, tout en défendant ses intérêts propres.

La question à court terme est de savoir si le Brexit sera un hard ou un soft Brexit. Or le Royaume-Uni et l'Union ne disposent que de quinze mois à compter de la notification de l'article 50 ; suite à ce délai le traité de sortie de l'UE devra être ratifié par les 27 Etats membres. La procédure sera donc de courte durée, et un accord intérimaire sera sans doute nécessaire pour éviter une période de perturbation (disruption). Mais l'UE, au-delà de l'exit, pourra-t-elle l'accepter ? Et en même temps les membres de l'Union devront avancer vers la solution d'autres problèmes difficiles, comme la consolidation de la zone euro.

Nick BUTLER

Même si je ne prends pas part aux négociations et ne connais pas le projet du gouvernement, il est qu'il est à peu près certain que le Brexit sera un hard Brexit, à moins que les parties parviennent à se mettre d'accord sur un accord pour limiter et contrôler la libre circulation des personnes. Ce dernier point a été central pendant la campagne du référendum et notre nouveau Premier ministre l'a rappelé à maintes reprises au cours des derniers mois. Il m'est impossible d'envisager que Mme May revienne sur ses propos et annonce au peuple anglais le maintien de la libre circulation, l'accès au marché unique et au libre-échange. Les Européens réaffirment que l'appartenance au marché intérieur est indissociable des quatre libertés, dans ces conditions, nous nous dirigeons vers un hard Brexit. Dès lors, nous devrions préparer la sortie aussi vite que possible, car le délai de deux ans ou plus est en lui-même facteur d'affaiblissement. L'attente décourage les investisseurs alors même qu'en Grande-Bretagne et en Europe nous avons besoin d'investissements et de croissance. L'attente pourrait aussi déboucher sur des conflits, de l'amertume et des récriminations entre Royaume-Uni et Europe – ce que je ne souhaite pas. Beaucoup d'ailleurs ne comprennent pas pourquoi rien ne se passe, alors même que la décision de sortie est d'ores et déjà prise. Pour cette raison, il convient de trouver un accord en procédant rapidement et simplement et d'adopter, comme l'a évoqué Philippe Herzog, un processus de transition nécessaire pour rendre la sortie la moins perturbatrice possible. Qu'elle nous prenne un an, deux ans ou plus, la séparation sera nécessaire, et elle devra être accompagnée d'un effort de compréhension des procédures mises en place progressivement. Suite à cela il conviendra de cesser de négocier notre nouvelle relation, pour nous recentrer sur les problèmes, les besoins, et les buts que nous partageons, et les mettre en commun dans une relation nouvelle, je l'espère, positive.

Philippe HERZOG

Cela nous amène à la dernière question. A moyen et long terme, n'est-il pas nécessaire de lancer une réflexion, puis d'amener le débat sur la place publique, concernant la perspective d'une nouvelle relation stable entre le Royaume-Uni et l'Union européenne ? Certains pensent qu'il est encore trop tôt pour ce genre de réflexion, et que cela pourrait interférer avec les négociations. Pourtant, nous devons être prêts au moment de la sortie effective du Royaume-Uni. Nous préparer dès maintenant à ce qui suivra nous permettrait d'éviter le risque de perturbation. Les questions à poser pour préparer ce futur sont nombreuses : peut-on créer un nouvel équilibre dans le domaine financier entre le Royaume-Uni et le continent ? Doit-on coopérer sur la question de la compétitivité industrielle ? La révolution numérique peut-elle devenir une préoccupation commune ? Que faire dans le domaine de la sécurité collective ? La participation de la société civile à ces débats est nécessaire. Une solution, défendue par Confrontations Europe, serait que l'UE propose au Royaume-Uni un statut d'Etat associé, pour partager certaines politiques communes dans des relations institutionnalisées et stabilisées. Nous pourrions inventer un nouveau concept de voisinage. Nick Butler, pensez-vous qu'il faille dès à présent préparer la formation de nouvelles relations entre le Royaume-Uni et l'UE ?

Nick BUTLER

J'en suis sûr, et j'espère que les négociations du Brexit prendront le long terme en considération. Vous disiez que les grands défis extérieurs auxquels l'Europe faisait face, à savoir les jeux de pouvoir et intérêts économiques échappant à notre contrôle, menaçaient l'équilibre européen. Je pense que l'Europe à 28 – disons 27 – pays membres n'est pas un projet suffisamment cohérent pour gérer efficacement tous ces défis. De la même façon que le Royaume-Uni a revu ses positions, l'UE devrait reconsidérer son propre modèle de prise de décision, en comparant les différentes méthodes de coopération mises en place récemment et leur efficacité. La solution la plus efficace serait de mettre en place un modèle fondé sur une coalition de pays volontaires pour prendre en charge les défis qui

sont dans l'agenda européen. En effet, tous les pays européens ne sont pas prêts, capables ou volontaires pour avancer à la même vitesse, ce qui mène à l'inaction. Les problèmes sont nombreux : nous sommes entourés d'Etats « faillis », en Afrique du Nord, au Moyen-Orient, en Ukraine, et face à ces menaces extérieures tous les Etats ne sont pas prêts à agir de la même façon. La coopération entre le Royaume-Uni et la France en matière de défense et de sécurité est selon moi exemplaire. Les deux pays tentent d'agir ensemble en Libye, ils ont coopéré en Syrie, mais ils ont manqué d'un support européen significatif. Ce modèle doit être repris et étendu à d'autres domaines dans nos relations futures, car il représente la meilleure façon d'utiliser notre force collective. Sans aller jusqu'à créer un Etat européen unique, il y a beaucoup à faire en nous associant sur une base pragmatique et proactive. Ce type de coopération serait bien plus avantageux, pour l'Europe d'une part, et pour les relations entre l'Europe et le Royaume-Uni d'autre part, qu'une séparation froide et qu'une Europe qui continue à ne pas prendre en compte, de façon pragmatique, ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

QUE SOMMES-NOUS PRÊTS À PARTAGER DANS L'UNION EUROPÉENNE ?

ENJEUX DE SÉCURITÉ, LIBERTÉ, DÉFENSE

- **Nicole GNESOTTO**, membre du Conseil économique, social et environnemental français (CESE) et présidente de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN)
- **Shada ISLAM**, directrice Europe et géopolitique, Friends of Europe
- **Martin MICHELOT**, Directeur de recherche, EUROPEUM Institute for European Policy

Animation : **Emmanuel FOREST**, DGA de Bouygues

Emmanuel FOREST, DGA de Bouygues

Après cet éclairage sur les enjeux du Brexit et les relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, venons-en à présent à nous, Européens, et ce que nous sommes prêts à partager au sein de l'Union européenne, en commençant par les enjeux de liberté, sécurité et défense. Nombre de citoyens européens sont préoccupés par les questions de sécurité interne et externe. Jean-Claude Juncker évoquait dans une récente interview sur Euronews, qu'une politique de défense européenne ne pouvait se faire sans la Russie. Cela peut être également une des questions que nous aborderons.

Nicole GNESOTTO, membre du Conseil économique, social et environnemental français (CESE) et présidente de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN)

➤ **Dégradation rapide de la sécurité de l'Europe**

Ce qui caractérise la sécurité de l'Europe, c'est la simultanéité de crises graves et pour lesquelles nous n'avons aucune solution. C'est l'accumulation de ces crises graves et durables qui déstabilisent fortement le continent. Il y a des menaces extérieures et des menaces intérieures, c'est-à-dire des prolongations intérieures de menaces extérieures. A l'Est, le Président russe Poutine veut rétablir la guerre froide. Pour l'instant il n'a pas de répondant du côté occidental, donc il essaie de rétablir une guerre froide unilatérale. Il y a très clairement de la part de la Russie un refus de l'ordre européen tel qu'il a été instauré à la chute de l'Union soviétique. S'ajoutent à cela des menaces militaires réelles. L'année dernière on comptait 144 incursions aériennes russes au-dessus de l'espace aérien de l'OTAN, des gesticulations avec des appareils nucléaires, bombardiers, sous-marins dans les eaux qui entourent les pays membres de l'OTAN. Ce n'est pas une plaisanterie.

Au Sud, on assiste à une détérioration de l'arc allant de la Mauritanie à l'Afghanistan. Une situation qui ne va pas s'arranger en Irak, en Libye, en Syrie. Plus à l'ouest, dans la zone sahélienne en Afrique, avec la menace de la faiblesse des Etats presque faillis, qui n'arrivent pas à contrôler leurs frontières et leur sécurité. Quand l'Etat s'effondre, ce ne sont pas des libertés, qui se créent, mais des mafias qui s'engouffrent, des réseaux de la criminalité organisée, des réseaux terroristes.

Ainsi la situation en matière de sécurité est très dégradée pour l'Union européenne, renforcée par le terrorisme à l'intérieur de l'UE. Le terrorisme aujourd'hui n'a rien à voir avec ce que l'on a connu dans les années 1970 car ce ne sont pas des éléments étrangers qui viennent en Europe, il s'agit de nationaux. Parallèlement il y a des flux de réfugiés qui ne sont pas des menaces, mais ils sont perçus comme tels. On ne sait pas comment accueillir des flux aussi importants et les flux vont s'accroître. Ces réfugiés créent en Europe des sentiments de rejets, de populisme, de xénophobie, de racisme, de

fermeture. Il existe aujourd'hui un mur entre la Hongrie et la Serbie, également entre la Grèce et la Macédoine. La menace stratégique est dangereuse sur le plan de la sécurité et de la politique intérieure parce qu'elle alimente tous les régimes populistes (en Pologne, en Hongrie, en Finlande).

➤ **Des défis politiques majeurs : le Brexit, l'élection de Trump et la situation en Turquie**

Ce ne sont pas des menaces militaires mais il s'agit de trois événements qui arrivent comme des chocs sur cette Europe déjà fragilisée. Le Brexit est une atteinte à l'intégrité de l'UE parce qu'un des membres va s'en aller : c'est un remise en cause de l'irréversibilité de la construction européenne.

L'élection de Donald Trump est une atteinte aux valeurs humaines (refus de l'altérité, misogynie, racisme, apologie de l'égoïsme national). Il pourrait aussi remettre en cause l'OTAN mais je n'y crois pas.

L'évolution de la Turquie qui est devenue un régime autoritaire, presque une dictature. C'est après les Etats-Unis le deuxième pays militaire au sein de l'OTAN. Les Européens ont-ils réellement envie d'être alliés avec ce type de régime ?

➤ **Que faire face à ces menaces et ces trois chocs ?**

Deux réactions sont possibles : le sursaut ou l'immobilisme. S'agissant du sursaut, les chefs d'Etat européens ont l'air d'en parler (Europe de la défense...). Quant à l'immobilisme, c'est ce qu'il va se passer : les Européens risquent de ne rien faire, car ils ne veulent pas précipiter le départ des Américains. Les Européens sont également dans le déni : beaucoup pensent que le président Trump mettra de l'eau dans son vin par rapport aux promesses du candidat, et que le Brexit n'aura pas vraiment lieu (car c'est trop complexe). Le Sommet de Bratislava était une farce et le sommet de décembre prochain le sera également. Je ne crois pas au sursaut européen.

Est-ce que cela signifie qu'il faut renoncer ? Non, il faut faire le gros dos et attendre. Il y a trois tendances lourdes, qui font que l'Europe reste un cadre indispensable, notamment en matière de sécurité. Les nations sont toutes petites. La France est une grande puissance nucléaire certes mais elle représente 1% de la population mondiale sur 1% des terres émergées de la planète et 4 % du PIB mondial. Le cadre européen s'impose : l'Europe représente encore 8% de la population mondiale et 20% de la richesse mondiale. Par ailleurs, dans la gestion des crises, l'élément militaire est minoritaire ; l'après-crise demande de la stabilisation grâce à l'argent, du personnel, du temps long. Le budget de l'UE consacre 59 milliards d'euros dans le chapitre « l'Europe dans le monde ». Aucun Etat individuellement ne peut mobiliser une telle somme dans la reconstruction d'après-guerre. Le cadre européen reste indispensable. Enfin, logiquement, plus de crises et moins d'interventionnisme américain devraient amener à une plus grande présence européenne. C'est une équation qui me paraît imparable dans un monde logique et rationnel. Mais nous ne vivons plus dans un monde logique et rationnel. Je maintiens l'espoir mais j'espère que ce n'est pas qu'une illusion.

Shada ISLAM, Directrice Europe et Géopolitique, Friends of Europe

Alors que nous sommes sur le point de fêter les 60 ans de l'UE, l'Union européenne apparaît bien fragile. Nicole Gnesotto a déjà mentionné les différents chocs auxquels nous devons faire face: Brexit, l'élection de Donald Trump. Mais je pense que si nous avons les bonnes politiques, les bonnes réactions, les bonnes actions et un bon état d'esprit, nous pouvons surmonter ces défis et faire de l'Union européenne une plus grande puissance. L'essence de l'Union repose dans ses valeurs. Ce qui nous rend différent du reste du monde, ce qui nous rend fier, ce sont nos valeurs. Le réel défi auquel l'Europe doit faire face vient des populistes: à l'extérieur de l'UE avec la Russie, la Chine, la Turquie, mais également au sein de l'Union avec la Hongrie, certains leaders polonais, tchèques et slovaques...

Je m'inquiète du fait que face à ces défis, l'Europe soit trop faible. Nous n'avons pas la confiance nécessaire en nos valeurs pour faire face à ces défis. Cela peut être encore change même lorsqu'on parle de l'Europe de la sécurité.

De quoi avons-nous besoin? De trois éléments:

1. Nous avons besoin de dépasser notre dépression collective. Le Brexit a provoqué un terrible choc dans notre système, cela a ébranlé notre confiance, notre identité. Mais nos politiciens et décisionnaires, plus particulièrement à Bruxelles, amplifient l'anxiété des citoyens. J'adorerais entendre une voix optimiste aujourd'hui sur l'Europe car il y a tellement de choses dont nous pouvons être fiers. Nous avons établi la paix, la stabilité pendant tellement d'années. Nous fêtons 70 ans de paix et pourtant nous ne parvenons pas à trouver les mots pour convaincre les Européens de cet exploit.

Le monde observe l'Europe avec un mélange de curiosité et d'inquiétude. La Chine est en train de célébrer son modèle politique. Elle veut un monde stable. La priorité numéro un du gouvernement chinois est la stabilité interne mais également la stabilité en Europe. L'Inde a aussi été troublée par le Brexit. Theresa May a rencontré des Indiens et a dit que le Royaume-Uni était plus agile que l'éléphant qu'était l'Europe. Les Indiens n'ont pas été convaincus par ce discours. Le Premier ministre a d'ailleurs eu très peu de couverture presse de ce discours. Il s'agissait plutôt d'un exercice pour la presse britannique. Lorsque je discute avec des personnes non-européennes (Egyptiens, Syriens, Marocains...), nous échangeons certes sur les questions commerciales et d'investissements, mais ce qui compte vraiment, c'est la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'homme et la tolérance. Ce sont ces valeurs que nous ne défendons pas suffisamment. La tolérance et l'inclusion perdent de leur importance. C'est ce défi que nous devons relancer dans les prochaines années: si des leaders populistes se retrouvent au pouvoir en Europe, les droits de l'homme, l'inclusion, la tolérance ne feront pas partie de leurs préoccupations premières en Europe et à l'extérieur. Donald Trump ne soutiendra pas les défenseurs des droits de l'homme.

Si l'on veut que l'Europe joue un rôle dans le monde, elle doit déjà mettre de l'ordre dans sa maison. Nous devons développer des formes d'action, de restrictions de nos propres leaders qui violent les droits de l'homme (liberté de la presse). Comment est-il possible, qu'une fois qu'un pays est membre de l'UE, on perde la possibilité de sanctionner le pays ou ses leaders?

2. Si nous voulons retrouver une certaine confiance dans le projet européen, il faut arrêter de jouer le jeu des populistes. Nous avons besoin d'un discours positif sur l'Europe. Les populistes parlent avec passion, de manière simple, avec des slogans qui marquent. Il faut combattre le feu par le feu.

3. L'Union de la sécurité est présentée à nous comme une réponse à beaucoup de nos maux (terrorisme, radicalisation...). Le Commissaire Julian King a présenté un paquet de mesures. Il nous faut trouver l'équilibre entre la sécurité et la liberté, entre la sécurité et nos valeurs. Nous avons des mesures de lutte contre la radicalisation, un fichier d'identification des personnes arrivant en Europe, même si elles n'ont pas besoin de visas, et l'UE travaille à l'instauration d'un fichier comportant le nom des passagers. Beaucoup d'efforts ont été réalisés pour améliorer l'échange d'information. Mais ce qui n'a pas lieu, c'est répondre aux inquiétudes des citoyens et de leur envoyer un message de confiance. Nous ne disons pas aux réfugiés musulmans qu'ils font partie de la famille. L'arrivée des migrants entraîne certes des troubles, l'intégration pose problème, mais nous sommes en train d'agir en ce sens. Si nous n'envoyons pas un message d'inclusion, que chacun fait partie d'une Europe plus large, multiculturelle et diverse, nous n'allons pas régler le problème en érigeant des murs et en fermant les frontières. L'immigration ne va pas s'arrêter. On peut aider l'Afrique autant qu'on veut dans son développement, les flux migratoires continueront. Nous devons avoir un plan cohérent pour relever

ce défi. La sécurité est et sera un défi majeur pour l'Europe mais se sont surtout nos valeurs qui constituent les meilleurs outils pour lutter contre l'intolérance et le populisme.

Martin MICHELOT, Directeur de recherche, EUROPEUM Institute for European Policy

La Pologne, la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie sont des pays charnières sur les quatre libertés fondamentales en Europe. La crise des réfugiés a mis la lumière sur cette région d'Europe. Cette région d'Europe centrale est sortie de son rôle de bon soldat de l'intégration européenne, qui était réduite au silence dans sa course pour rattraper l'Europe occidentale sur le plan économique et social. Le référendum britannique a ouvert pour les quatre pays du Visegrad un nouveau rôle, d'« aiguillon » des politiques européennes. Le référendum a provoqué une onde de choc bien venue, car la Grande-Bretagne représente l'allié le plus important pour l'Europe centrale. Il y avait de grandes convergences de vues sur l'importance du lien transatlantique, sur la nécessité de poursuivre l'intégration du marché unique européen, sur la nécessité de continuer à faire tomber les barrières douanières et sur l'importance des accords de libre-échange. Tous ces items sur l'agenda européens ont été récupérés par les pays d'Europe centrale et ceux-ci se sentent en charge de ces sujets. C'est un nouveau rôle important dans la mesure où l'été dernier les pays du V4 ont adopté cette posture très dure, qui a été répercutée dans la presse française comme le refus de relocalisation obligatoire des réfugiés. Ils ont réussi à gagner cette bataille politique et à adopter la solidarité effective, ce qui est un euphémisme terrible car il s'agit d'une solidarité flexible (« on prendra qui on veut »). Le fait que cette solidarité effective soit un langage récupéré par des pays fondateurs comme la France ou importants comme l'Autriche, c'est devenu une forme de vindication pour les pays d'Europe de l'Est, qui affirme son nouveau rôle dans la construction européenne. Il faut partir du constat de cette nouvelle puissance centrale pour comprendre quelles politiques l'Europe centrale va porter au sein de l'UE.

On pourrait penser que cette politique pourrait être unitaire. La collaboration entre les pays d'Europe centrale est une coopération ad-hoc. Le référendum britannique a accentué des divisions régionales.

La République tchèque a des relations économiques très importantes avec l'Allemagne. L'Allemagne devenant le leader de l'Europe, la République tchèque veut se rapprocher du « mainstream » de l'intégration européenne. Elle réfléchit à nouveau à son intégration à la zone euro. La Slovaquie assume la présidence de l'UE et ce pays ne veut pas être responsable de l'écroulement de l'Union européenne. Il est d'autant plus pro-européen qu'il est le seul pays d'Europe centrale à faire partie de la zone euro. C'est un contraste fort avec ce qu'on entend des politiciens hongrois et polonais.

Pour les quatre pays d'Europe centrale, l'appartenance à l'UE est le garant de leur compétitivité et de leur prospérité économique. En août 2016, il y avait 3,9 % de taux de chômage en République tchèque et à Prague, ce taux est autour de 2%. Ces 4 pays connaissent un taux de croissance annuel entre 3% et 5%. Le contrat politique entre les citoyens et la classe politique est basé sur la continuité de cette bonne santé économique. La compétitivité de ces pays est basée sur la libre circulation des capitaux, des investissements (notamment des investissements étrangers), des marchandises et des personnes. En Slovaquie, où il y a eu des élections législatives en début d'année 2016, le Premier ministre a dans sa campagne affiché une opposition aux politiques migratoires européennes, et il a annoncé un plan d'investissement dans chacune des régions slovaques, porté par les investissements étrangers, pour relancer la compétitivité de ces régions. Il y a un attachement très clair aux quatre libertés fondamentales européennes.

Il y a quelques semaines le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a suggéré à Teresa May de renégocier la liberté de circulation des personnes. En réalité, il s'agit d'une posture domestique. Il sait

que tous les Hongrois expatriés sont anti-Victor Orbán. Il faut séparer cette posture de l'intérêt du couple pays d'Europe centrale et UE. Les leaders hongrois et polonais évoquent une contre-révolution culturelle dans l'UE, où l'UE serait refondée sur des bases chrétiennes, mais il faut faire le distinguo entre ces discours à visée domestique et les attitudes réellement adoptées au sein des institutions européennes, lesquelles sont très différentes. C'est un moyen de créer du clivage pour légitimer son pouvoir.

La coopération d'Europe centrale est ad hoc et le sera toujours. Cette coopération se crée quand il y a un intérêt commun à partager et à défendre au Conseil européen. Ce sera toujours l'intérêt national qui primera. Le V4 a des intérêts communs (liberté de circulation), qui primeront lors des négociations européennes.

Si l'on parle de refonder l'Europe sur des bases différentes, il faudra davantage prendre en compte les pays d'Europe centrale. Il existe un désir de faire davantage compter les parlements nationaux dans le processus législatif européen, le système des cartons jaunes et rouges, une extension plus efficace du principe de subsidiarité, un rôle plus important du Conseil européen, une véritable gouvernance de la zone euro (le ministre des finances slovaque était l'un des premiers à vouloir faire sortir la Grèce de la zone euro l'été dernier). Toutefois, il n'y a aucun désir pour une refondation des traités européens ni une remise en cause de Schengen. Les propos civilisateurs de la Hongrie et de la Pologne ont du mal à se traduire dans l'arène politique. La République tchèque et la Slovaquie se rapprochent davantage de la France et de l'Allemagne.

La République tchèque travaille d'égal à égal avec les trois pays de Visegrad. Ils ont construit ensemble leur processus d'intégration dans l'UE et à l'OTAN. Mais il y a un désir de se distancer des politiques hongroises et polonaises perçues négativement. Pour gagner en influence, les questions économiques primeront. Lors des prochaines négociations budgétaires, la République tchèque sera contributeur net. Prague se raccroche au projet de l'Europe de la Défense, au projet porté par la France, l'Allemagne et l'Italie d'une vision plus prospective de la sécurité. Que faire pour construire une Europe plus concrète pour les citoyens ? Prague n'est pas si inquiète de la Russie, sa première préoccupation porte sur l'arrivée des migrants et la sécurité intérieure. De ce fait les frontières extérieures de l'UE doivent être renforcées, ce qui rapproche la République tchèque de l'UE plutôt que de l'OTAN.

La région ne fera pas de compromis vis-à-vis de la Grande-Bretagne par rapport aux quatre libertés fondamentales. Il y a un paradoxe entre le désir de freiner la construction européenne (pour des raisons politiques) et un besoin d'Europe, qui reste fort, surtout concernant les questions de sécurité. Il y a une attente que l'Europe définisse une politique migratoire concrète, dans laquelle les pays de Visegrad pourront peser à travers leur nouveau rôle. Le projet exprimé par le candidat François Fillon d'une Europe des nations n'est pas si éloigné du projet de la région. L'Europe centrale utilise l'Allemagne et la France comme balanciers et récupère l'agenda britannique au sein de l'UE.

Questions du public

- Michel Troubetskoy : je voudrais donner une vision plus optimiste de l'Europe de la défense. Il y a un domaine dans lequel le Brexit a un effet positif. Depuis plusieurs années, le Royaume-Uni a continuellement bloqué la construction de la politique européenne de sécurité et de défense, y compris le budget de l'agence européenne de défense. L'attitude allemande change avec des ambitions plus importantes. Par ailleurs, le fait que le Royaume-Uni se détache de l'UE devrait renforcer la coopération franco-britannique dans le domaine de la défense. Qu'en pensez-vous ?
- Donald Trump va augmenter les dépenses de défense de 500 millions de dollars. S'il n'investit pas dans la défense européenne, où va-t-il les mettre ? Les élections bulgares et moldaves vont-elles

avoir des répercussions sur l'Europe de la défense, si elles sont gagnées par des pro-Poutine ? La Turquie a menacé d'ouvrir les vannes sur l'immigration : existe-il pas un accord secret entre Recep Erdogan et Vladimir Poutine pour déstabiliser Angela Merkel pour rendre sa réélection plus difficile et inverser les forces ?

Nicole GNESOTTO

La volonté politique n'existe pas vraiment dans la construction d'une politique européenne de la défense. Le Royaume-Uni continue de bloquer le haut commandement autonome et bloquera les avancées de l'OTAN d'autant plus avec les discours de Donald Trump. Je ne crois pas en une ouverture pour la politique européenne de défense suite au Brexit. Le verrou sautera peut-être mais pour l'instant rien n'a changé. Quant au traité Lancaster, il demeure bilatéral et ne sera pas européenisé.

Donald Trump a dit qu'il allait augmenter les dépenses militaires de 550 milliards de dollars sur cinq ans ; ce qui reste dans la tendance globale. Il est conscient que le monde est instable. L'avenir du monde se passe en Asie. Un habitant sur deux est en Asie actuellement. Donald Trump reste dans la ligne du Président Obama : l'Europe et le Moyen-Orient sont des histoires du XXe siècle.

On a signé un accord avec la Turquie, leur demandant de retenir 3 millions de réfugiés chez eux en échange de 3 milliards d'euros et une libéralisation des visas. Le Parlement européen a voté le gel des négociations. La Turquie menace d'ouvrir les vannes. Il faut voir si les chefs d'Etat européens souhaitent défendre leurs valeurs.

La Russie utilise de nouveaux instruments d'influence comme la cybersécurité.

Martin MICHELOT

Le financement de partis politiques européens par la Russie est également en œuvre. La stratégie russe de diviser pour mieux conquérir marche. En Europe centrale, les Russes le font très bien, notamment à travers des sites internet. Mais il faut davantage se focaliser sur des dangers encourus, comme par exemple la liberté de la presse en Europe centrale (fermeture du seul journal de gauche en Hongrie, danger qui pèse sur le journal de centre gauche en Pologne, tous les grands médias sont détenus par des oligarques locaux en Hongrie et en Slovaquie). Plutôt que de suivre la Russie et les Etats-Unis dans leurs discours de civilisation, il y a un rôle pour la France et les Européens à jouer de réaffirmer les valeurs européennes.

Concernant l'Europe de la défense, les traités européens nous permettent d'avoir un certain cadre d'action en dehors du Conseil et de l'unanimité. L'augmentation de 5 millions d'euros du budget de l'Agence européenne de la défense donne de l'espoir. Ce sera une politique des petits pas. Le premier pas qui va être fait concernera l'industrie de la défense. La création d'un budget qui financera la recherche et la technologie pour faire en sorte que les Français, les Allemands et les Européens puissent travailler ensemble sur la base d'un mécanisme de coopération renforcée, est prioritaire. Il y a un vrai intérêt pour les pays de Visegrad car c'est lié à la compétitivité européenne à l'export.

Shada ISLAM

La Russie est un réel acteur dans le monde d'aujourd'hui. Poutine est très proche des populistes en Europe, il finance en partie leur campagne. Avec Donald Trump, c'est un monde avec des hommes forts qui émergent. Le nouveau candidat François Fillon a déclaré vouloir être ami avec Poutine. Souvent on a tendance à parler de la Russie et de la Chine en même temps mais ils sont assez différents. La Chine est une économie émergente avec des problèmes internes, que le gouvernement veut résoudre. Ce pays veut de la stabilité dans son voisinage. La Russie est une puissance en déclin. Nous

avons une politique très forte avec la Chine, nous travaillons étroitement avec les Chinois. Nous n'avons aucune vision de long terme avec la Russie, nous n'avons pas de réelle politique cohérente en Europe sur la manière d'interagir avec Vladimir Poutine.

ENJEUX ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

- **Denis SIMONNEAU**, directeur des Relations Européennes et Internationales, Engie

Animation : **Emmanuel FOREST**, DGA de Bouygues

Emmanuel FOREST, DGA de Bouygues

Que sommes-nous prêts à partager au sein du marché intérieur européen ? Nous abordons à présent les enjeux économiques et sociaux à travers la perspective des entreprises et notamment le témoignage du directeur des relations européennes et internationales d'Engie. Que change la perspective d'un Brexit qu'il s'agisse de nos relations avec le Royaume-Uni ou de la manière de construire le marché intérieur ?

Denis SIMONNEAU, directeur des Relations Européennes et Internationales, Engie

- Quel cadre les entreprises souhaitent préserver dans leur relation avec le Royaume-Uni ?

Les entreprises souhaitent préserver le cadre actuel, cette attente voire cette exigence est problématique pour le politique puisqu'il n'est pas envisageable qu'une sortie de l'Union européenne soit sans conséquences négatives.

Engie, présente dans 18 Etats membres, a à cœur le projet européen. Le Royaume-Uni demeure membre de l'Union jusqu'à sa sortie effective.

En tant que leader indépendant de production d'électricité (gaz, électricité et service énergétique), Engie fait le constat que le secteur de l'énergie connaît une révolution que le groupe décrit en 4 D : décentralisation : les consommateurs deviennent producteurs ; décarbonisation, avec un soutien accru des énergies renouvelables ; digitalisation : les évolutions technologies du numérique permettent de contrôler les consommations et ainsi de renforcer l'efficacité dans l'usage ; diminution de la consommation, avec une dé-corrélation entre le taux de croissance et le taux de consommation d'électricité.

Le Brexit n'est pas une bonne nouvelle pour le Royaume-Uni, ni pour le marché intérieur. Ce qui frappe aujourd'hui, c'est le climat d'incertitude, les acteurs préfèrent agir dans un environnement stable. Le Brexit est un événement sans précédent.

L'activation de l'article 50 qui déclenchera le processus aura lieu en mars 2017. Les raisons sont au nombre de deux : les élections européennes en 2019 d'une part, le budget 2020-2026 qui exige des positions arrêtées avant 2019 d'autre part.

En matière de régulation, le rôle du Royaume-Uni a été important dans tous les domaines du marché intérieur. D'ailleurs, la régulation en cours est « britannique-dépendante ». Même s'il est peu probable que le Royaume-Uni décide de remettre en cause du jour au lendemain la législation actuelle, le risque existe d'une distanciation progressive du marché britannique par rapport aux 27 marchés. -

A quelles conditions financières ? Le Royaume-Uni bénéficie de fonds européens (Plan Juncker). Le jour où le pays quittera l'Union, les fonds cesseront d'être versés (Fonds Horizon 2020, Connecting Europe Facility). Dans quelle mesure l'incertitude créera-t-elle un risque financier supplémentaire ? Un certain nombre d'opérateurs financiers s'interrogent : n'y a-t-il pas un risque premium des projets au Royaume-Uni ? ENGIE en fait le constat par exemple dans son projet nucléaire en partenariat avec Toshiba Westinghouse.

Concernant la liberté de circulation, elle sera un sujet sensible durant les négociations. Nos effectifs salariés au Royaume-Uni sont de 17.000, dont 10% de Non-Britanniques. Quel sera leur statut et leur capacité à bénéficier des mêmes conditions ?

Dans le domaine des services, l'inquiétude est réelle. Pour les projets en cours, y aura-t-il rétablissement de tarifs douaniers ou de barrières à l'entrée, ce qui augmenterait le coût des projets ?

Quel impact sur l'Union de l'énergie ? Nous avons défendu une approche commune dans la construction de cette Union : l'harmonisation des dispositifs de soutien aux renouvelables, une approche commune de recherche et développement, une approche commune pour les interconnexions, un marché ETS et un prix du carbone. Les Britanniques ont été un soutien important. Est-ce que leur départ ne va pas affaiblir cette position ? N'y a-t-il pas un risque de « free rider » (cavalier seul) qui pourrait pénaliser les entreprises des 27 ?

L'éventuel départ du Royaume-Uni pourrait faciliter l'avancée de certains dossiers : le doublement du plan Juncker, l'harmonisation fiscale (la taxe sur les transactions financières sur les opérations financières), le socle européen de droits sociaux, le mécanisme extérieur de financement des infrastructures (pour promouvoir l'émergence de champions européens), l'assouplissement des règles de concurrence, le code européen des affaires, les accords commerciaux.

Questions du public

Paul FOURRIER (CESE – Confédération Générale du Travail) : S'agissant du socle européens des droits sociaux, les Britanniques ont bloqué le pilier social de l'Europe, alors que la construction européenne doit s'appuyer sur plusieurs piliers. Le départ des Britanniques ne garantit cependant pas automatiquement une avancée significative dans ce volet.

Hervé JOUANJEAN : S'agissant du souhait des entreprises de préserver une forme de statut quo avec le R.Y, il faut être clair. Pour cela, le Royaume-Uni doit rester membre. Or, il est peu probable que politiquement le gouvernement de Madame May accepte de se soumettre à la réglementation européenne sachant qu'il n'aura plus de poids décisionnel.

Sur le budget, le départ du Royaume-Uni prive l'Union de 8 à 10 milliards d'euros par an. La question est de savoir comment allons-nous répartir cette perte dans les portefeuilles ? Sera-ce sur la Politique Agricole Commune (qui dispose d'une minorité de blocage), sur les fonds structurels (idem) le fonds recherche ? La solution est de doter l'Union de ressources propres.

Denis SIMONNEAU

S'agissant du socle européen des droits sociaux, la France cherche à renforcer le volet social, même si certains pays s'y opposent ; d'où les débats en cours actuellement.

S'agissant du budget, le départ du Royaume-Uni impliquera la fin des dépenses que l'Union lui alloue ainsi que celle du rabais britannique.

QUE SOMMES-NOUS PRÊTS A PARTAGER AU SEIN DE LA ZONE EURO ?

Avec **Vincent AUSSILLOUX**, chef du département Économie-Finances, France Stratégie

Animation : **Carole ULMER**, directrice des études, Confrontations Europe

Carole ULMER, directrice des études, Confrontations Europe

Le Brexit est perçu par certains comme le momentum pour débloquer le débat sur le premier cercle, la zone euro, figé depuis des années derrière des lignes rouges, alors que les chocs asymétriques et les divergences de compétitivité menacent l'Union économique et monétaire. Alors qu'il existe des lectures nationales différentes, quelles sont les conditions d'un compromis possible pour consolider efficacement une union économique et monétaire capable de déployer un projet politique d'investissement dans une croissance soutenable et de lutte contre le chômage. Quels sont les éléments de deal possible sur l'Union bancaire, l'Union budgétaire, l'Union économique ? Et comment articuler ce renforcement de la zone euro avec la nécessité de renforcer parallèlement le deuxième cercle, l'Union européenne à 27 ?

Vincent AUSSILLOUX, chef du département Économie-Finances, France Stratégie

Depuis un certain temps, l'actualité européenne est rythmée par le Brexit. Alors que règne un calme trompeur dans la zone euro, puisque les problèmes structurels ne sont pas résolus.

L'Europe peine à créer de la prospérité dans tous les pays. Les citoyens tiennent l'Union européenne pour responsable et l'incapacité à relancer l'économie favorise la montée en puissance de partis politiques opposés à l'Europe. Le non-respect des obligations communautaires par certains Etats membres renforce également la fracture Nord-Sud, cette fois-ci du point de vue des pays créditeurs.

Cependant, la zone euro a entrepris des réformes profondes, comme le mécanisme européen de stabilité, l'Union bancaire et une tentative de renforcer la coordination budgétaire et économique. La Banque centrale européenne a également été très réactive. Toutes ces avancées, pour importantes qu'elles soient, ne garantissent pas la capacité à créer de la croissance, ni la convergence. Le cadre structurel de la zone euro ne permet pas de résoudre les déséquilibres. La raison principale est son incapacité à prendre des décisions via un processus démocratique, efficace et transparent.

Pour cette raison, il y a une déconnexion des débats nationaux sur l'Europe qui nourrit une incompréhension croissante des peuples européens entre eux.

Les pays de la zone euro doivent collectivement choisir le modèle cohérent vers lequel ils souhaitent aller. Plusieurs options sont envisageables :

➤ **L'application d'un strict principe de responsabilité**

Elle consiste à redonner à l'échelon national la pleine responsabilité sur la politique budgétaire, tant sur sa définition que sur ses conséquences en cas de dérapage. Les règles de coordination budgétaire pourraient être assouplies voire supprimées. Ce serait les marchés par le jeu des taux d'intérêt qui exerceraient la discipline sur déficits et les dettes publiques. Cela signifierait supprimer les mécanismes de solidarité (MES et programme OMT de la BCE) ou les durcir avec restructuration automatique par exemple. Une telle option n'inclut pas d'intégration poussée mais une plus grande souveraineté sur le plan économique. Les marchés financiers seraient arbitres du bon équilibre des finances publiques avec le risque de crises de dettes souveraines plus fréquentes et plus coûteuses. Il faudrait au préalable régler le problème des dettes publiques accumulées. Il existe des propositions sur la table

➤ **Un renforcement de la solidarité, accompagné d'une intégration économique et politique**

Elle suppose de renforcer les outils budgétaires communs afin de rehausser la solidarité dans le cas d'un choc économique d'ampleur affectant un Etat membre. La tension entre le principe de solidarité et de responsabilité serait résolue par la centralisation partielle de la politique budgétaire et la coordination des politiques économiques. Pour ce faire, elle exigerait une gouvernance exécutive de la zone euro plus efficace, donc avec un plus grand contrôle démocratique. La contrepartie d'une plus grande solidarité serait une discipline renforcée sur le déficit public sous la forme d'une procédure de contrôle ex ante des grandes orientations budgétaires de chacun des Etats membres. La solidarité s'exercerait notamment via un budget centralisé, qui servirait de complément pour la stabilité macro-économique par exemple à l'aide d'un système de réassurance chômage. Ce serait politiquement acceptable uniquement si les divergences économiques s'estompaient de manière à limiter les transferts entre Etats membres. Cela implique un exécutif capable de proposer un budget et de définir des grandes orientations de politique économique. Cela suppose un organe législatif propre et un transfert de souveraineté conséquent.

➤ **L'option médiane, la seule voie possible ?**

L'option 1 est très risquée car on connaît la myopie des marchés financiers. L'option 2 est au mieux lointaine, au pire irréaliste. Le statu quo n'est pas une option, il faut donc trouver une voie médiane. Elle doit reposer sur une intégration mesurée combinée à une plus grande responsabilité des Etats.

Chaque Etat garderait la responsabilité de déterminer et mettre en œuvre les politiques économiques et budgétaires mais dans cadre contraint par les orientations définies collectivement pour chaque pays..

De plus, l'Union bancaire devrait être finalisée, avec la mise en place de la garantie des dépôts. L'architecture de prévention des crises devrait être renforcée, notamment en éliminant le biais domestique dans la détention des titres souverains par les banques afin de casser le cercle vicieux entre dettes bancaires et dettes publiques. Enfin, il faudrait également renforcer la légitimité donc le caractère démocratique des décisions par la création d'une chambre zone euro.

Philippe HERZOG, président fondateur de Confrontations Europe:

Si l'entre-deux implique une multiplication des risques, le véritable risque est les divergences des balances de paiement, avec une polarisation industrielle forte sur le cœur de l'Europe. Aucune mécanique institutionnelle ne pourra le résoudre.

Sur la question du développement économique et le processus de convergence, il ne faut pas négliger l'articulation entre zone euro et UE. En attendant, les décisions manquent de cohérence et de légitimité démocratique, mais aussi d'efficacité de la zone euro. Allons-nous vers une Europe des trois cercles ? Les politiques de convergence dans le volet investissement doivent s'accompagner du volet réforme structurelle.

Conclusion

Quelle est la place de la France au sein du couple franco-allemand ? Aux yeux de certains, la voix de la France n'est plus écoutée parce qu'elle ne se conforme pas aux obligations européennes. Selon M. Vincent AUSSILOUX, il n'est pas vrai de dire que la France n'a pas d'influence, elle pèse de son poids dans les négociations. Le contrat de confiance investissement & réformes semble l'unique solution pour recréer de la dynamique et de l'envie parmi les partenaires européens.

COMMENT RÉNOVER LA DÉMOCRATIE EN EUROPE ?

- **Pierre CALAME**, fondateur de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme

- **Virgilio DASTOLI**, président, Mouvement européen, Italie

Animation : **Anne MACEY**, déléguée générale, Confrontations Europe

Anne MACEY, déléguée générale de Confrontations Europe

L'Europe est en risque de désintégration. On ressent une défiance à l'égard de la direction que prend le projet européen et la manière dont il s'élabore et une défiance entre peuples européens, et à l'égard des élites.

Les peuples nous disent « nous voulons reprendre la maîtrise de notre destin ». Mais pour cela, nous avons besoin d'Europe. L'Etat-nation est dans l'incapacité de maîtriser nos destins dans le monde actuel.

Que révèle le referendum britannique ? Il rappelle certes que les partis politiques britanniques ont pu manipuler et polariser les Britanniques, qu'il est difficile de rattraper en six mois quarante ans de discours tenant l'Europe comme bouc-émissaire. Il révèle surtout un triple diagnostic valable aussi pour les autres peuples européens: une crise sociale, marquée par les inégalités entre Etats et au sein des Etats ; une crise identitaire, de repli sur soi ; et une crise de nos démocraties représentatives nationales et européenne. Depuis, le calendrier a été marqué par la victoire de Trump, et des échéances importantes à venir en Italie et en Autriche dans quelques jours, aux Pays-Bas, en France et en Allemagne l'année prochaine. Et nous connaissons déjà des dérives gouvernementales hongroises et polonaises.

J'aurais deux préoccupations : d'abord, la tentation du repli sur soi, voire à une montée des populismes et des extrémismes. Il y a des discours qu'on ne peut pas laisser passer, des messages de haine ou des mensonges éhontés. Il serait plus facile de « dissoudre le peuple » comme disait Bertolt Brecht. Le plus important demeure de regarder les problèmes en face et de répondre aux préoccupations concrètes des citoyens. Ensuite, la réponse institutionnelle n'est pas la bonne clé d'entrée, la réponse ne peut pas être élaborée simplement entre élites, ni d'ailleurs à Bruxelles. Un véritable projet politique européen implique de mobiliser largement. Faut-il rappeler ici que l'Europe, c'est nous ?

Peut-on attendre de nos décideurs politiques une refondation de l'Europe et de nos démocraties ? Quel rôle pour une société civile européenne responsable encore en construction ? Quelle articulation entre société civile et institutions ? L'Europe n'a-t-elle pas ce potentiel d'être un formidable laboratoire de la démocratie ? Nous avons en effet tendance à penser la démocratie comme strictement associée au concept d'Etat-nation... alors même que les cultures de la démocratie sont différentes.

Virgilio DASTOLI, Président du Mouvement européen (Italie)

Le terme « rénover » signifie « changer en améliorant ». Il s'agit en réalité de « renouveler » la démocratie européenne ou mieux de la « refonder ».

Nous nous trouvons face à une situation de déconstitutionnalisation du système démocratique. Nous l'avons détricoté.

De fait, la démocratie est constituée de règles mais je peux vous donner trois exemples de non-respect de règles démocratiques fondamentales : le Conseil européen a, jour après jour, violé l'article 15 du Traité sur l'Union européenne qui stipule que le Conseil n'émet que des avis consultatifs. En outre, le Traité de Rome impose aux Etats membres le principe de « coopération loyale ». Or ce n'est pas le cas. Enfin, selon l'article 10 du Traité de Lisbonne, les partis politiques européens doivent contribuer à élever la conscience européenne politique des citoyens. Là encore le résultat n'est pas là.

Jean-Claude Juncker a affirmé dans son Discours sur l'Etat de l'Union que la solidarité devait être un acte volontaire. A mon sens, elle doit être un acte contraignant. La démocratie repose sur des règles.

Par rapport à ce principe, la démocratie européenne n'existe pas ou du moins de façon très faible. Une démocratie doit garantir aux citoyens des biens communs.

Ce sont les partis anti-européens qui ont créé un débat public en Europe par leur dissidence.

Il faut passer de la dissidence à une démocratie intelligente. Il faut quatre piliers à la démocratie : démocratie représentative, démocratie participative, démocratie de proximité, démocratie paritaire.

Pierre CALAME, fondateur de la fondation Charles Leopold Mayer Le Progrès de l'Homme

Il est deux constats : le premier c'est que pour l'Europe, comme on dit en Suisse, il y a le feu au lac ; le deuxième c'est que ce n'est pas seulement la démocratie européenne qu'il faut refonder, c'est le projet européen.

Plusieurs hypothèses ont été évoquées au cours des débats : l'immobilisme qui n'est pas une option. La nécessité de réaffirmer la fierté d'être européen ?

Concrètement, il faut répondre à quatre questions : que faire ? Comment ? Avec qui ? Et quand ?

D'abord le diagnostic. Je participais il y a dix jours à la conférence Espas, la seule occasion où les fonctionnaires des différentes institutions européennes se retrouvent ensemble pour discuter de prospective. Il est ressorti trois idées : la première c'est qu'il faut frapper un grand coup, que la politique des petits pas ne marchera pas ; la seconde qu'il faut partir des citoyens ; et la troisième qu'il faut repartir au niveau local.

Pour repartir des citoyens, il faut prendre conscience que l'unification de l'Europe par le marché a été, en 1954, le plan B. C'est l'échec de la Communauté européenne de défense qui nous a conduits à construire l'Europe par l'unification du marché. Simplement, il se trouve que quand une politique se met en place, elle engendre des institutions et des manières de faire qui durent au-delà de la nécessité. Ainsi, toute la gouvernance européenne a fini par se centrer sur l'unification du marché sans se rendre compte que dans un contexte d'unification mondiale des marchés ça se transformait progressivement en faiblesse de l'Europe, devenue le ventre mou de la mondialisation.

En Europe centrale et orientale, depuis l'intégration dans l'UE, le produit intérieur brut par habitant moyen est passé de 40 % à 75 % de la moyenne européenne, soit un fort effet de convergence. Oui mais... 40 % de la population seulement en ont bénéficié, les autres 60 % n'ont pas vu leur situation s'améliorer. A force de se cacher ces réalités, on a fini par créer une Europe des contraintes, non une Europe des opportunités et on a fini par développer un discours européen glorifiant des progrès économiques qui ne bénéficiaient qu'à une minorité.

Après l'élection de Trump, les commentateurs ont glosé sur l'avènement d'une société post factuelle, une société « post vérité ». On a oublié à Bruxelles que la logique économique n'est pas la seule rationalité. Aujourd'hui, les passions, notamment identitaires, ont pris le dessus.

C'est pourquoi l'approche « descendante » de la communication européenne ne marche plus du tout. Expliquer qu'avec encore plus d'unification, avec de nouveaux accords de libre-échange, on gagnerait quelques points de croissance glisse maintenant sur la population comme l'eau sur les plumes d'un canard.

Ce qui est plus grave, c'est que l'on a oublié que pour qu'il y ait bien commun, il faut qu'il y ait communauté. Le rôle essentiel de la gouvernance ce n'est pas de gérer une communauté instituée, c'est de l'instituer. Parce que c'était le « plan B » de la construction européenne, on a vécu sur l'illusion que le marché créerait la communauté. C'est historiquement faux et nous payons, aujourd'hui, les conséquences de cette incroyable erreur : la construction européenne a sauté l'étape fondamentale de la construction de la communauté : pourquoi sommes-nous ensemble ? A-t-on un projet commun partagé par l'ensemble des citoyens ?

Une fois reconnu que l'on a sauté cette marche il faut s'employer maintenant à la gravir.

Comment le faire ? Certainement pas par des référendums qui ne sont pas adaptés à des problèmes complexes. Aujourd'hui, multiplier les référendums nationaux induirait des retraits de l'Europe en cascade. Donc il faudra recourir à un processus de démocratie délibérative. Qu'est-ce qu'un processus de démocratie délibérative ? C'est un processus inspiré au départ par les jurys de Cour d'Assises. Les sociétés, depuis longtemps, s'en remettent à de simples citoyens pour juger de ce qui est le plus grave, la vie ou la mort, l'enfermement durable. L'expérience depuis vingt ans a montré que ces méthodes, appliquées à des questions sociétales complexes, demandent du temps. Il faut constituer des panels de citoyens tirés au sort, suffisamment représentatifs de l'ensemble de la société, disposant comme dans une Cour d'Assises du meilleur de l'information, du meilleur de l'expertise rassemblant les avis des anti-européens comme des pro-européens. Car tous ces processus qu'on voit fleurir autour de Bruxelles multiplient les colloques qui réunissent essentiellement des pro-européens. Il faut créer des panels de citoyens travaillant pendant un an. D'où la proposition d'une Assemblée instituante construite en deux étapes, la première une étape régionale puisqu'il faut revenir du local, et la seconde à l'échelle européenne.

Avec qui le faire ? Les acteurs, appelés à jouer un rôle de premier rang, aujourd'hui, ce sont les régions. A travers l'organisation de panels européens de citoyens soutenus par les institutions européennes, les régions sont bien placées pour initier ce processus citoyen. A fortiori parce qu'un tissu de régions jumelées s'est construit au cours des décennies. On dispose là d'un capital social de départ. C'est un atout considérable. Le premier objectif des jumelages, il y a soixante ans, avait été la réconciliation. La question n'est plus celle-là mais les jumelages, à l'instar de la Bourgogne Franche-Comté et de la Rhénanie Palatinat qui vont s'engager dans le processus, permettront de créer un tissu fort d'échanges entre les panels régionaux, préfigurant la seconde étape qui verra la réunion de ces panels à Bruxelles.

Nous avons besoin d'une initiative franco-allemande forte pour l'Europe. Pour mille raisons, calendrier électoral et autres, cette initiative ne sera pas prise par les gouvernements. Mais elle peut parfaitement être prise conjointement par l'Association des régions de France et par l'association des présidents de Länder.

Mon souhait, évidemment, est qu'un certain nombre de réseaux, comme Confrontations Europe, prennent la parole pour dire : on a vraiment besoin de ces processus citoyens, si l'on veut, comme l'a dit Marcel Grignard en introduction à cette conférence, refonder le projet avec les citoyens.

Quand ? La gestion du temps est essentielle dans ce type de processus. Or nous avons trois dates fondamentales : une en 2017, les soixante ans du Traité de Rome ; une seconde en 2018, le 70e anniversaire du Congrès de La Haye ; la troisième, en 2019 les élections européennes et le renouvellement de la Commission européenne. Ceci nous crée l'agenda. Il faut faire en sorte que l'initiative soit annoncée au moment de la célébration du 60e anniversaire du Traité de Rome, donc le 25 mars 2017. Ce qui est en discussion actuellement avec le Comité des régions c'est de faire en sorte qu'il y ait une rencontre du Comité la veille, qui envoie la proposition au Conseil européen informel qui se tiendra à cette occasion. Et il faudrait que les panels régionaux s'achèvent à l'occasion des 70 ans du Congrès de La Haye qui fut à l'origine de l'Europe. Enfin, l'étape européenne devrait s'achever à temps pour nourrir à la fois les débats politiques à l'occasion des élections au Parlement et la future Commission.

Il ne s'agit pas, en effet, que la démocratie délibérative remplace le système formel de décision mais ce qui est essentiel c'est que les institutions européennes s'obligent à répondre point par point, publiquement, aux propositions des citoyens européens.

CONCLUSION

Par **Marcel GRIGNARD, président de Confrontations Europe**

Avec cette conférence, Confrontations Europe a voulu approfondir l'analyse de la situation à laquelle est confrontée l'Europe avec le Brexit dans le contexte national, à la veille d'échéances nationales importantes mais avec l'appui de regards d'amis européens, en particulier britanniques, italien et des perspectives d'Europe centrale. Voici ce qui me semble être les points saillants de notre conférence.

Le Brexit est un révélateur des problèmes auxquels nos sociétés, et plus particulièrement l'Europe, sont confrontées et qui n'auraient pas été fondamentalement différents si nos amis britanniques en avaient décidé autrement. L'accentuation de la mondialisation des échanges, la transformation de nos économies par le numérique, la transition énergétique... bousculent les entreprises, accroissent les incertitudes et inquiètent. Ils mettent en évidence le fait que nos modes de développement sont ambivalents et ne produisent pas que du progrès.

Il faut approfondir le diagnostic tout en évitant de porter des jugements de valeur sur les choix d'hier avec nos connaissances d'aujourd'hui ; il y a des évidences qui n'en étaient pas il y a encore peu de temps. Nous devons aussi dépasser certains clivages qui ne favorisent pas les solutions. Ces dernières reposent au contraire sur les coopérations, qu'il s'agisse du rapport entre le pouvoir politique et l'économie, des partenariats entre le public et le privé. Si les pouvoirs publics doivent être garants de l'intérêt général, du bien commun, l'Etat n'est cependant pas le seul acteur de sa production.

Croiser nos regards est indispensable face à la complexité et l'ampleur de la crise de l'Union européenne. Deux perspectives se sont exprimées dans cette conférence sur le lien de cause à effet entre populisme et crise de l'Union : un montée du populisme qui mine le travail des institutions européennes ou, au contraire, des politiques de l'Union qui alimentent le populisme ? Deux regards qui ont leur légitimité et s'expliquent par le lieu d'où l'on parle mais qui ne permettent pas d'avancer sur le projet européen si chacun s'enferme dans sa propre vérité.

Le Brexit interroge le futur de la structuration de l'Union européenne, les relations entre UE, UEM et voisinage de l'Europe ; ce qu'à Confrontations, nous appelons l'Europe des cercles. Là aussi, nous devons l'aborder différemment d'hier parce que les situations ont évolué et pas seulement à cause du Brexit. Les pays d'Europe centrale qui ont commencé leur histoire au sein de l'UE en absorbant l'acquis communautaire (bâti par les fondateurs) sont devenus progressivement acteurs et décideurs du futur de l'Union et le revendiquent.

La décision de Confrontations Europe d'organiser ce colloque en amont des débats électoraux qui vont occuper notre pays, tient à la certitude que nous ne redonnerons pas un nouveau souffle au projet européen en passant par-dessus les Etats-nations. Une partie des réponses au devenir de l'Union se trouve chez nous.

Notre pays et ses leaders politiques ont une triple responsabilité :

- Engager les réformes dont notre pays a besoin pour lui-même et qui, dans le même temps, nous placent sur une trajectoire de compétitivité participant à une convergence européenne, alors que depuis plusieurs années, l'hétérogénéité est croissante. Notre pays y gagnera en crédibilité sur la scène européenne.
- Il faut que nous exprimions ce que nous voulons à propos du sens et du contenu du projet européen. Les débats de cet après-midi sont, modestement, une contribution.
- Retrouver la confiance de nos voisins pour bâtir avec eux l'avenir européen.

Nous souhaitons que les débats nationaux n'occultent pas la place des citoyens. Associer les acteurs de la société les plus concernés aux sujets en débat, tant sur le diagnostic que sur les solutions, nous semble vital pour redonner de la légitimité à la démocratie représentative, garante de la décision prenant en compte l'intérêt commun national et européen.

Nous souhaitons que les débats nationaux n'évitent pas les vrais sujets : croissance, stabilité de l'UEM, (et de fait coût de la dette publique), facteurs de notre performance économique, sécurité intérieure et extérieure... Beaucoup ne dépend pas que de nous mais aussi de notre capacité à nous mettre d'accord avec les autres Européens. Le couple franco-allemand est vital : les désaccords doivent alors être mis en débat, nous ne pouvons en rester à un traitement diplomatique, aussi utile soit-il.

Nous croyons dans la mobilisation de la société civile pour parvenir à donner de la hauteur au débat politique et prendre part à la rénovation du projet européen. Organisations d'employeurs, syndicats de salariés, associations... doivent se saisir de ces enjeux.

Il s'agit de donner de l'espoir en l'avenir et de prendre les moyens pour que l'Europe soit l'avenir de ses citoyens.

Un grand merci au CESE avec qui nous nous sommes associés pour la tenue et l'organisation de ce colloque, tous ceux qui au CESE et à Confrontations Europe ont assuré sa préparation et sa réussite, les interprètes, les intervenants, vous tous pour votre présence et vos interventions.

Avec le soutien partiel de la Fondation de l'Institut Open Society en coopération avec OSIFE des Fondations Open Society, et le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international.